

## Le 5 février et après poursuivons la lutte.

### POUR L'EMPLOI

Ils délocalisent, ils vendent, ils ferment, ils suppriment des postes de travail, ils augmentent la précarité.

Leur seule logique, c'est l'accumulation de toujours plus de profit.

Pour eux, nous ne sommes pas des êtres humains mais des variables d'ajustement. Leur économie c'est fabriquer n'importe quoi pourvu que cela rapporte à une petite minorité, en imposant toujours plus de travail aux uns, en détruisant le travail des autres.

**Leur modèle de société, c'est l'insécurité sociale pour tous les travailleurs.**

**Nous ne le tolérons pas :**

- Empêchons le démantèlement du Code du Travail,
- Imposons des droits nouveaux pour les salariés,
- Interdisons les licenciements et les fermetures d'entreprise,
- Imposons le droit à un travail et à un revenu décent pour tous et toutes,
- Imposons une économie au service des hommes, utile socialement, respectueuse des salariés.

### POUR NOS JOURS FERIES

Honteux de leur inaction pendant la canicule, conscients de la responsabilité de leur politique libérale dans le décès de 15000 personnes, le maquignon Raffarin et ses valets voudraient nous culpabiliser et nous imposer une journée de travail gratuite à la manière des corvées du moyen-âge.

Ils répondent aux ordres de leurs maîtres du MEDEF.

Ces patrons du MEDEF qui, dans leurs fauteuils en cuir, prétendent que nous ne travaillons pas assez. Ils pensent sans doute que 10% de chômeurs et des millions de précaires ne suffisent pas.

**Nous disons : Ça suffit**

### Maintien de la journée de Pentecôte

De l'argent pour financer le bien être des personnes âgées il y en a, mais il faut le répartir autrement : moins de profit pour une petite minorité et plus d'argent au service de la société, ce qui permettra de renforcer le service public de santé

### POUR NOS SALAIRES

Toujours pour accroître les profits d'une minorité, ils nous imposent des augmentations salariales au rabais.

L'Indice INSEE est leur argument, mais tous ceux qui font leurs courses savent que l'indice INSEE ne mesure pas la réalité des prix et que le passage à l'euro a encore aggravé l'érosion du pouvoir d'achat.

Leur dogme c'est celui de Commission européenne et de la banque centrale européenne : pour maintenir les profits des actionnaires, pas d'inflation, et donc **pas d'augmentation de salaires.**

**Nous ne l'acceptons pas.**

Nous voulons, nous et notre famille, pouvoir vivre décemment de notre travail. De l'argent il y en a : les profits des entreprises, les augmentations des revenus des patrons du CAC 40 sont là pour le prouver.

Il y en a tellement que de nombreuses entreprises ne savent pas quoi faire de l'argent et se retrouvent à racheter leurs propres actions.

**Imposons des augmentations de salaires uniformes .**

## **35H HEBDOMADAIRE CONTRE L'ANNUALISATION**

Nous rappelons notre lutte passée contre la loi du gouvernement pour l'établissement des 35h, notre opposition à la loi Aubry qui a permis d'introduire l'annualisation avec toutes ses conséquences. Si cette loi a permis de créer des emplois dans certains secteurs et la possibilité d'obtenir des RTT dans d'autres, il n'empêche qu'elle n'a pas répondu aux attentes de la revendication la création des milliers d'emploi. Et elle introduit la flexibilité. Ce qui a fait dire aux salariés: "que nous nous sommes payés cette réduction du temps de travail".

La croissance des bénéfices des actions entraîne le chômage, l'exclusion et la misère. C'est un chantage intolérable qui se multiplie : ou bien les salariés acceptent les suppressions d'emplois, l'augmentation de leur temps de travail et la réduction de leur salaire, ou bien c'est la fermeture et la délocalisation ! Cela se fait toujours au détriment de l'emploi et des conditions de travail. Les 35h hebdomadaires pour aller vers **les 32h qui restent la seule solution pour créer de l'emploi.**

## **POUR NOTRE SECURITE SOCIALE POUR NOS RETRAITES**

Hérités des grandes luttes de 1936 et de la Libération, nos systèmes de santé et de retraites, basés sur la solidarité sont mis à mal par le gouvernement.

Non seulement ils ne supportent pas cette solidarité, mais ils veulent faire de notre santé et de nos retraites des sources de profits pour les assurances privées. Si nous les laissons faire, nous n'aurons demain pas d'autre choix que de payer toujours plus les complémentaires ou voir le niveau de nos retraites et de nos remboursements baisser.

Et pour ceux qui ne pourront payer, ils devront se contenter d'un service de santé au rabais.

Nous n'avons pas le droit de les laisser détruire la retraite et la sécu dont nous avons hérité.

**Emploi, Sécu, retraites, salaires : trop longtemps nous les avons laissés faire sans réagir, ou sans réagir suffisamment. Pour notre avenir, pour celui de nos enfants, nous devons les arrêter.**

**Ils veulent nous imposer la loi de la jungle, nous ne l'acceptons pas.**

Les journées d'action des postiers, des cheminots, des fonctionnaires le 20 janvier ont montré l'ampleur de l'opposition des salariés à cette politique libérale aux ordres du patronat.

Les sondages l'ont confirmé : nous sommes une large majorité à refuser la société qu'ils veulent nous imposer. De quel droit la petite minorité que représente le gouvernement pourrait-elle nous imposer l'insécurité sociale?

A nous de transformer les chiffres des sondages en réalité : le 5 février, descendons tous dans la rue pour leur montrer ce que nous pensons et ce que nous voulons.

Pour leur montrer aussi notre détermination à sauvegarder notre avenir : le 5 février doit être la première étape de la reconquête de nos droits et de notre futur.

Pour gagner, le 5 doit être le prélude d'un vaste mouvement de l'ensemble des salariés, des chômeurs, des étudiants, des retraités pour leur faire entendre raison.

**Les grèves catégorielles ça suffit !**

**Seule la grève générale ou reconductible pourra mettre un terme à la remise en cause des avantages acquis.**

**Tous à la grève le 5 février  
10H30 place de la république**